

La reconnaissance du génocide est une condition pour le dialogue

Et c'est la tâche de la « société des responsables » de chercher à engager ce dialogue,

Après la Seconde Guerre Mondiale, les responsables de l'Holocauste ont été jugés à Nuremberg devant un tribunal international. Ces procès ont été suivis d'une évolution significative : la société allemande a abandonné son attitude de négation et de falsification et elle a donné au monde, en particulier à partir de la fin des années 60, un exemple de ce que peut apporter à une société le débat public sur l'histoire. Si le néo-nazisme, le fascisme et les crimes contre l'humanité ont pu être collectivement mis hors jeu, c'est grâce à ce débat public libre et approfondi, et c'est bien cela qui manque encore en Turquie.

Lorsque la Turquie parle de dialogue, elle attend des peuples victimes de génocide qu'ils enterrent et qu'ils oublient leurs vécus et leurs souvenirs. Cette exigence n'est rien d'autre que la continuation du génocide. Le mémorandum considère à juste titre « la reconnaissance de ces génocides comme une condition en vue d'un dialogue sérieux entre Turcs d'un côté, et Arméniens, Syriques et Grecs du Pont et d'Asie mineure de l'autre. Car ce n'est que sur la base de la vérité historique qu'une réelle réconciliation entre les peuples peut avoir lieu. » Chercher une voie vers le dialogue n'est pas la tâche première des victimes, qui ont grandi avec le traumatisme du génocide, mais au contraire celle de la société des responsables.

Nous voudrions, en tant que signataires, attirer l'attention sur la double importance de ce point : avec la continuation de la politique de négation et de falsification de l'histoire, on ne fait pas que fouler aux pieds les faits historiques, mais on rend complices des générations qui n'ont pas directement eu à faire avec le génocide. En effet, comme le dit le juriste Bernhard Schlink, « celui qui est solidaire des responsables, se rend coupable aussi. » Nous, défenseurs des droits de l'homme, sommes présents ici parce que nous voulons montrer que nous prenons nos responsabilités, mais que nous n'acceptons pas de nous rendre complices. C'est seulement sur la base de la vérité historique que l'on peut éduquer les nouvelles générations au respect et à la tolérance envers l'autre dans sa propre société ainsi qu'à la compréhension et à la confiance mutuelle. Le mensonge et la négationnisme ne sauraient être la base de l'éducation et de la formation.

Revenir sur le passé et en débattre publiquement est une condition fondamentale de la démocratisation d'un pays – tout aussi indispensable que le respect des droits de l'homme, la reconnaissance des identités des minorités ou encore l'abolition de la peine de mort.

Le plus grand obstacle à l'intégration européenne de la Turquie n'est pas le fait que ses citoyens soient majoritairement musulmans. Dire cela serait aussi faux que de parler d'une Europe chrétienne, et cela reviendrait à bâtir un mur supplémentaire entre les sociétés, un mur de la religion.

Si l'Europe est un projet qui a pour but la démocratie, l'égalité et la protection des droits de l'homme, et si l'Europe incarne l'espoir de combattre le racisme, les discriminations et les génocides, alors elle n'a pas le droit d'admettre la négation d'un crime vieux de presque un siècle. C'est pourquoi la première tâche de la Turquie, qui veut devenir une partie de l'Europe, est de découvrir pour elle-même l'utilité de ce débat public à propos du passé.